

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3976

23 décembre 2014

SOMMAIRE

Adenium Foresight VCT (Lux) 1 S.à r.l.	190848	El Sistema Luxembourg	190844
Agave Luxco S.à r.l.	190807	Florale Werkstatt Eden S.à r.l.	190802
AIG Global Investment (Luxembourg) S.A.	190806	Frescobaldi S.à r.l.	190847
Arc Global (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	190808	Hungesa S.A.	190806
Assekuranz AG	190807	Immo Sharp S.A.	190803
Axia Interim S.A.	190807	Immo-Zanotti S.à r.l.	190803
Bailly Caste	190802	Innova-Bau S.à r.l.	190806
Ballooning 50° Nord s.à r.l.	190808	Inova S.à r.l.	190803
BEXX A.G.	190802	Intemia S.à r.l.	190803
B N R Sàrl	190808	Isanne S.à r.l.	190803
Borvo Management S. à r.l.	190808	JDBS Entreprise	190804
BR Craven JV S.à r.l.	190848	KD Europe S.à r.l.	190804
BY Kilian Companies S.A.	190809	L.A. Gestion	190804
CEP IV Participations S.à r.l.	190823	Limpertsberg Grund und Boden S.A. ...	190806
CEP IV Participations S.à r.l. SICAR	190823	Metameco S.A.	190804
CGW Investments S.A.	190802	M.Team G.m.b.H.	190806
Clarihen S.à r.l.	190846	Navimer S.A.	190804
Cloe Investments S. à r. l.	190802	Nopson G.m.b.H.	190804
Constant 1	190840	PROloc S.A.	190805
Construction Nico MARECHAL S.à r.l. .	190842	Promoters S.A.	190805
Copernic S.A.	190833	Real Estate Bridel S.A.	190805
Day Dream SA	190802	Rentex Vertriebs G.m.b.H.	190805
Dominvest S.A.	190843	Repro Invest	190805
		Retail Partners International S.à r.l.	190805

BEXX A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5540 Remich, 41, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 152.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194747/9.

(140217162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Bailly Caste, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 95.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194732/9.

(140217896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Cloe Investments S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 137.352.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194794/9.

(140217590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

CGW Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 182.896.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194828/9.

(140217371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Day Dream SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 40.325.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194873/9.

(140218086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Florale Werkstatt Eden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 3, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 47.163.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194972/9.

(140218155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Immo-Zanotti S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3514 Dudelange, 245B, route de Kayl.
R.C.S. Luxembourg B 116.213.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195077/9.

(140217851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Immo Sharp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7395 Hunsdorf, 50, rue de Steinsel.
R.C.S. Luxembourg B 49.770.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195076/9.

(140217474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Intemia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 168.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195088/9.

(140217510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Inova S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4993 Sanem, 7, Cité Schmiedenacht.
R.C.S. Luxembourg B 133.800.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195085/9.

(140217278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Isanne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 639.400,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 117.176.

Suite à la cession de parts intervenue en date du 21 octobre 2014 entre Turkish Pharma Lux S. à r.l. et IDE S. à r.l. les 12.788 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

SBK Holding A.S., domicilié à Sanyer Resitpasa Man. Eski Büyükdere Cad. No. 14 K:9/B Maslak, Istanbul, Turquie, détient 12.788 parts sociales d'une valeur de USD 50.00 chacune.

IDE S.à r.l. ne détient plus de part dans la Société.

Turkish Pharma Lux S. à r.l. ne détient plus de part dans la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Isanne S. à r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2014195097/19.

(140217452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

JDBS Entreprise, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8552 Oberpallen, 8, rue de la Platinerie.
R.C.S. Luxembourg B 171.237.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014195105/9.
(140217357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

KD Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 143.480.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014195126/9.
(140217907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

L.A. Gestion, Société Anonyme.

Siège social: L-4201 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Lallange.
R.C.S. Luxembourg B 99.691.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014195138/9.
(140217219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Metameco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 13.287.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014195232/9.
(140217748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Navimer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6688 Mertert, Port de Mertert.
R.C.S. Luxembourg B 25.304.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014195264/9.
(140217515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Nopson G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5408 Bous, 45, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 68.856.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014195271/9.
(140218263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Promoters S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 68.193.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195393/9.

(140217747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

PROloc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8282 Kehlen, 9, rue de Keispelt.
R.C.S. Luxembourg B 71.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195390/9.

(140217307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Retail Partners International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6310 Beaufort, 4, Chemin des Rochers.
R.C.S. Luxembourg B 153.551.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195415/9.

(140217871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Real Estate Bridel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Bellevue.
R.C.S. Luxembourg B 119.063.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195420/9.

(140217277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Repro Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 180.132.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195426/9.

(140217760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Rentex Vertriebs G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 34.866.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195425/9.

(140217867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Innova-Bau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5495 Wintrange, 38, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 169.146.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195998/9.

(140218682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Hungesa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.393.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195976/9.

(140219167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

M.Team G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8310 Capellen, 65, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.559.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014196130/9.

(140219329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Limpertsberg Grund und Boden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 80.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014196105/9.

(140218969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

AIG Global Investment (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 81.732.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 2 décembre 2014 que:

1. La démission de Monsieur Patrick Moinet, administrateur de la Société, a été acceptée avec effet au 2 décembre 2014.

2. Madame Annick Magermans, née le 22 mai 1976 à Verviers, Belgique, demeurant professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, a été nommé en tant qu'administrateur de la Société, avec effet au 2 décembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194671/17.

(140217775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Agave Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 276.030.871,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 148.755.

1 Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société datées du 20 octobre 2014 que Mme Esbelta de Freitas a démissionné du poste de gérante de classe B de la Société avec effet au 20 octobre 2014.

2. Il résulte de ces mêmes résolutions datées du 20 octobre 2014 que M. Pierre Crasquin, né le 24 septembre 1975 à Lille, France, résidant professionnellement à 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, a été nommé au poste de gérant de classe B de la Société avec effet au 20 octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance au 20 octobre 2014 est composé comme suit:

- M. Jose Antonio Perez Helguera, gérant de classe A;
- M. Hector Armando Fernandez Rousselon, gérant de classe A;
- M. Daniel Boone, gérant de classe B; et
- M. Pierre Crasquin, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194627/20.

(140217267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Assekuranz AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 54.631.

Auszug aus dem Umlaufbeschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft vom 21. Mai 2014

Aus dem Protokoll des Umlaufbeschlusses des Verwaltungsrates der Gesellschaft vom 21, Mai 2014 geht hervor, dass das Mandat von

- Herrn Heinz-Joachim Schicht
- als " Administrateur délégué " der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit verlängert wurde.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 8. Dezember 2014.

In Vertretung der Assekuranz AG

Max Kremer

Référence de publication: 2014194705/16.

(140217762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Axia Interim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4280 Esch-sur-Alzette, 18, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 109.822.

Résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 2013

1) L'assemblée générale décide de renouveler les mandats des administrateur du Conseil d' administration, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019, à savoir Madame Stéphanie GIOVANNINI et Monsieur Patrick Paul Edmond VINCENT.

2) Mise à jour des adresses des administrateurs:

- Madame Stéphanie GIOVANNINI: 78, rue de Metz à F-54800 Mars-la-Tour.
- Monsieur Patrick Paul Edmond VINCENT: 78, rue de Metz à F-54800 Mars-la-Tour.

3) Mise à jour de l'adresse du délégué à la gestion journalière, Monsieur Patrick Paul Edmond VINCENT: 78, rue de Metz à F-54800 Mars-la-Tour.

Pour extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014194713/18.

(140217915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Arc Global (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 190.960.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du le 8 décembre 2014

Résolution unique

Le Conseil de Gérance constate le changement de l'Associé Unique de la Société de ARC Global Holdco, LLC, ayant son siège social au 2711 Centerville Road suite 400, Wilmington, 19808 Delaware, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée avec la Division of Corporations sous le numéro 5219363 à ARC Global II Holdco, LLC, ayant son siège social au 2711 Centerville Road suite 400, Wilmington, 19808 Delaware, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée avec la Division of Corporations sous le numéro 5613040.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Yves Cheret

Gérant

Référence de publication: 2014194695/18.

(140217869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

B N R Sàrl, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 114.169.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement no. 1267/14 rendu en date du 13 novembre 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société B N R S.à.r.l., avec le siège social à L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération, dénoncé en date du 5 juin 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Me Raluca MUSTEATA

Le liquidateur

Référence de publication: 2014194714/15.

(140217879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Borvo Management S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 145.424.

Je présente ma démission comme gérant de votre société

Luxembourg, le 31 août 2014.

Åsa Åhlund.

I hereby tender my resignation as Manager of your company

Luxembourg, August 31, 2014.

Åsa Åhlund.

Référence de publication: 2014194760/11.

(140217832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Ballooning 50° Nord s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9455 Fohren, 15, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 109.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014194733/10.

(140217171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

BY Kilian Companies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 192.469.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth of November.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Platinum Limited Partnership represented by its General Partner Skyfit Investment Limited, a company having its registered address at Offshore Chambers, P.O. Box 217, Apia, Samoa, here represented by M. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given on November 10th, 2014.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in its hereabove stated capacities, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme»:

“Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed by the current shareholder and all those who become owners of Shares issued hereafter (hereafter the «Shareholder» and collectively the «Shareholders»), a public limited liability Company «Société anonyme» (hereafter the «Corporation»), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Object. The purpose of the Corporation is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Corporation may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Corporation may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Corporation may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Corporation against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Corporation may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Corporation is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Corporation will have the name of «BY KILIAN COMPANIES S.A.».

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in the municipality of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the Board of Directors.

The Corporation may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares.

Art. 6. Corporate capital.

6.1. The share capital is fixed at nine million Euro (EUR 9.000.000.-) represented by ninety thousand (90.000) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, which are divided into:

- Nine thousand (9.000) Class A Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid up;

- Nine thousand (9.000) Class B Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up;
- Nine thousand (9.000) Class C Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up;
- Nine thousand (9.000) Class D Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up;
- Nine thousand (9.000) Class E Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up;
- Nine thousand (9.000) Class F Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up;
- Nine thousand (9.000) Class G Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up;
- Nine thousand (9.000) Class H Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up;
- Nine thousand (9.000) Class I Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up; and
- Nine thousand (9.000) Class J Shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up.

The terms defined in this Article 6, wherever appearing in the Articles shall have the meaning set forth below:

- “Class A Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class A Shares of the Corporation.
- “Class B Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class B Shares of the Corporation.
- “Class C Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class C Shares of the Corporation.
- “Class D Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class D Shares of the Corporation.
- “Class E Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class E Shares of the Corporation.
- “Class F Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class F Shares of the Corporation.
- “Class G Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class G Shares of the Corporation.
- “Class H Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class H Shares of the Corporation.
- “Class I Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class I Shares of the Corporation.
- “Class J Shareholder” means any Shareholder of the Corporation, which holds at any time Class J Shares of the Corporation.
- “Class A Shares” means Class A Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class B Shares” means Class B Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class C Shares” means Class C Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class D Shares” means Class D Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class E Shares” means Class E Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class F Shares” means Class F Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class G Shares” means Class G Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class H Shares” means Class H Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.
- “Class I Shares” means Class I Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.

- "Class J Shares" means Class J Shares of a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each in the share capital of the Corporation.

The shares may be created as registered or bearer shares at the option of the Shareholder.

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Corporation may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The capital may be changed at any time by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 20 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares and Repurchase of own Shares.

8.1. The terms used in this Article 8 hereof, shall have the meaning set forth below:

Available Amount means the total amount of net profits of the Corporation (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/ cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserve)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the class of shares to be repurchased and cancelled by the number of shares in issue in such class of shares.

Interim Accounts means the interim accounts of the Corporation under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of a class of shares.

Legal Reserve refers to the statutory reserve mentioned in Article 23.

Shares mean all the issued shares from time to time in the capital of the Corporation.

Total Cancellation Amount means the amount determined by the Board of Directors taking and approved by the general meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved by the general meeting in the manner provided for an amendment to the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

8.2. Each share entitles its owner to the rights as defined hereunder, and to one vote at the general meetings of Shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of the Corporation and the resolutions of the single Shareholder or the general meeting of Shareholders.

Each share is indivisible as far as the Corporation is concerned.

8.3. The Corporation may redeem its own shares as follows:

- The share capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders made in the manner required for amendments of the Articles;

- The share capital of the Corporation may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire classes of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class (es). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares, such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting from the Class J Shares until the Class A Shares); and

- The class of shares to be repurchased and cancelled entitles the holders (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the Board of Directors and approved by the general meeting with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled class shall receive from the Corporation an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares held by them and cancelled.

The Corporation may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by the Law.

Chapter III. Management

Art. 9. Directors, Board of Directors. The Corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three Directors. The members of the Board might be split into several categories.

If the Corporation is composed of one single Shareholder, it may be managed either by one sole Director or by several Directors, constituting a Board of Directors. The sole Director will in this case exercise the powers granted by Law to the Board of Directors.

The Directors are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of Shareholders which may at any time remove them.

The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the Shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors.

10.1. The Board of Directors elects from among its members a chairman.

10.2. The Board of Directors, if any, convenes upon call by the chairman or upon request of any two Directors, as often as the interest of the Corporation so requires.

10.3. Written notice of any meeting of the Board of Directors of the Corporation shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors of the Corporation. Written notice may be given by postal mail, telefax or e-mail. No such written notice is required if all the members of the Board of Directors of the Corporation are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, of each member of the Board of Directors of the Corporation. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by decision of the Board of Directors of the Corporation.

10.4. Any member of the Board of Directors of the Corporation may be represented at any meeting of the Board of Directors of the Corporation by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, another director as his or her proxy.

10.5. Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors of the Corporation by conference call initiated from Luxembourg or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.6. Notwithstanding the foregoing, a decision of the Board of Directors of the Corporation may also be passed in writing. Such decision shall consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every Director. The date of such decision shall be the date of the last signature.

Art. 11. Decisions of the Board of Directors. The Board of Directors may validly deliberate if a quorum of Directors is present or represented at such board meeting. A quorum shall be deemed to be present or represented if the majority of the Corporation's Directors is present or represented and with at least the presence or representation of one Director of each Category as the case may be. Decisions taken by the Board of Directors shall require the vote of the majority of the Directors present or represented, with at least the favorable vote of one Director of each Category as the case may be.

In the event that at any meeting the number of votes for and against a decision is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 16 below, the quorum and the voting requirements shall apply without taking into account the affected Director(s).

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The sole Director or the Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Any litigation involving the Corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

Art. 13. Bindings signatures. The Corporation will be bound by the signature of its sole Director. In case the Corporation is administrated by a Board of Directors, the Corporation shall be bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the Managing Director, provided that special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 15 of the present Articles.

In case the Corporation is administrated by several categories of Directors, the Corporation will obligatorily be committed by the joint signature of one Director of each Category. Such requirement is not applicable in case one Category is prevented from voting as per Article 16 below.

Art. 14. Day-to-day management. The sole Director or The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Corporation to one or more Directors, who will be called Managing Directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Corporation or of a special branch to one or more Directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either Shareholders or not.

Art. 15. Liability - Indemnification. The sole Director or the Board of Directors assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Corporation.

The Corporation shall indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a Director or officer of the Corporation, or, at the request of the Corporation, of any other Corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such Director or officer may be entitled.

Art. 16. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Corporation and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Director or any officer of the Corporation has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation conflicting with the interest of the Corporation, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s).

Art. 17. Powers of the General Meeting of the Shareholders. If the Corporation is composed of one single Shareholder, the latter exercises the power granted by Law to the General meeting of Shareholders.

Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Corporation shall represent the entire body of Shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Corporation.

Art. 18. Annual general meeting of the shareholders. The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Corporation or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Tuesday of June at 2:00 PM Luxembourg time of each year. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors of the Corporation, exceptional circumstances so require.

Art. 19. Other meetings of the shareholders. Other meetings of the Shareholders of the Corporation may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 20. Procedure, vote.

20.1. Each Share is entitled to one vote.

20.2. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, decisions at a meeting of the Shareholders of the Corporation duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

20.3. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, decisions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the Shareholders present or represented.

20.4. However, the nationality of the Corporation may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders, if any.

20.5. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Corporation by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

20.6. Any Shareholder may participate in a meeting of the Shareholders of the Corporation by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

20.7. If all the Shareholders of the Corporation are present or represented at a meeting of the Shareholders of the Corporation, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Chapter V. Supervision

Art. 21. Statutory auditors. The operations of the Corporation shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of Shareholders of the Corporation which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of Shareholders of the Corporation with or without cause.

Chapter VI. Accounting Year, Allocation of Profits

Art. 22. Financial Year. The accounting year of the Corporation starts on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 23. Appropriation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Five percent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of the legal reserve, until such reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital (hereafter the "Legal Reserve").

After allocation to the Legal Reserve, the shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium account to the shareholders.

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the Class A Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty percent (0.60%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,
- the Class B Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five percent (0.55%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,
- the Class C Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty percent (0.50%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,
- the Class D Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five percent (0.45%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,
- the Class E Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty percent (0.40%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,
- the Class F Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five percent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then
- the Class G Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty percent (0.30%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then
- the Class H Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five percent (0.25%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then
- the Class I Shareholders shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty percent (0.20%) of the nominal value of the Class I Shares, and finally,
- the Class J Shareholders shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class J Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Article 10 hereof at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class I Shares).

The Board of Directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the Law.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Chapter VII. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Corporation may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of Shareholders, which will specify their powers and fix their remuneration.

Chapter VIII. Applicable Law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by these Articles are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments thereto”.

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of formation of the Corporation and shall terminate on December 31st, 2014.
2. The first annual meeting of the Shareholders shall be held in 2015.

Subscription

All the ninety thousand (90.000) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, have been subscribed by Platinum Limited Partnership represented by its General Partner Skyfit Investment Limited, prenamed as follows:

- Nine thousand (9.000) Class A Shares;
- Nine thousand (9.000) Class B Shares;
- Nine thousand (9.000) Class C Shares;
- Nine thousand (9.000) Class D Shares;
- Nine thousand (9.000) Class E Shares;
- Nine thousand (9.000) Class F Shares;
- Nine thousand (9.000) Class G Shares;
- Nine thousand (9.000) Class H Shares;
- Nine thousand (9.000) Class I Shares;
- Nine thousand (9.000) Class J Shares.

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of nine million Euro (EUR 9.000.000.-) is now available to the Corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatsoever, which the Corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately four thousand eight hundred Euro (€ 4,800.-).

Extraordinary general meeting

The abovenamed person, representing the entire subscribed capital, considering itself as duly convened, has passed the following decisions:

1. The Corporation is administrated by three (3) Directors.
2. The following are appointed as Directors:

Category A Director:

- Mr. Kilian Hennessy, born on March 27th, 1972, in Boulogne Billancourt, France, with address at 18, rue Charles Bernhoeft, L-1240 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Category B Directors:

- Mr. Christophe Davezac, born on February 14, 1964 in Cahors, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Valery Beuken, born on June 14, 1977 in Verviers, Belgium, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Alter Domus Luxembourg S.à r.l., a company having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the R.C.S. Luxembourg under number B.136477, is appointed as statutory auditor.

4. The terms of office of the Directors and the statutory auditor will expire after the annual meeting of shareholder to be held in June 2017.

5. The registered office of the Corporation is established at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who knows English states that on request of the person appearing, the present deed is worded in English followed by a French version; in case of discrepancies between the English and the French text, only the English version will prevail.

Whereof the present notarized deed was drawn up in Echternach.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the same signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre novembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Platinum Limited Partnership représentée par son Associé Commandité Skyfit Investment Limited, une société ayant son adresse au Offshore Chambers, P.O. Box 217, Apia, Samoa, ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, avec adresse professionnelle au 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé établie le 10 novembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente pour être soumise avec elle aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant ès dite qualité a requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme et d'arrêter les statuts comme suit:

«Chapitre I^{er}. Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les actionnaires actuels et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions émises (ci-après l'«Actionnaire» ou les «Actionnaires»), une société anonyme qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, billets, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobilière ou immobilière, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «BY KILIAN COMPANIES S.A.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Actions

Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social est fixé à neuf millions d'euros (EUR 9.000.000,-), représenté par quatre-vingt-dix mille (90.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, qui sont divisées en:

- Neuf mille (9.000) Actions de Classe A d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe B, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe C, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe D, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe E, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe F, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe G, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe H, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe I, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées; et
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe J, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Les notions définies dans cet Article 6 et figurant dans les Statuts ont la signification suivante:

- «Actionnaire de Classe A» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe A de la Société.
- «Actionnaire de Classe B» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe B de la Société.
- «Actionnaire de Classe C» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe C de la Société.
- «Actionnaire de Classe D» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe D de la Société.
- «Actionnaire de Classe E» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe E de la Société.
- «Actionnaire de Classe F» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe F de la Société.
- «Actionnaire de Classe G» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe G de la Société.
- «Actionnaire de Classe H» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe H de la Société.
- «Actionnaire de Classe I» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe I de la Société.
- «Actionnaire de Classe J» signifie tout Actionnaire de la Société détenteur à tout moment d'Actions de Classe J de la Société.
- «Actions de Classe A» signifie les Actions de Classe A d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.
- «Actions de Classe B» signifie les Actions de Classe B d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.
- «Actions de Classe C» signifie les Actions de Classe C d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.
- «Actions de Classe D» signifie les Actions de Classe D d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.
- «Actions de Classe E» signifie les Actions de Classe E d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.
- «Actions de Classe F» signifie les Actions de Classe F d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.

- «Actions de Classe G» signifie les Actions de Classe G d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.

- «Actions de Classe H» signifie les Actions de Classe H d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.

- «Actions de Classe I» signifie les Actions de Classe I d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.

- «Actions de Classe J» signifie les Actions de Classe J d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune dans le capital social de la Société.

Les actions peuvent être soit nominatives soit au porteur au choix de l'Actionnaire.

6.2. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des Actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts (article 20) ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Rachat d'actions propres.

8.1. Les notions reprises dans cet Article 8 ont la signification suivante:

Montant Disponible signifie le montant total des profits de la Société (y compris tous les profits reportés) auxquels les Actionnaires ont droit dans le cadre de distributions de dividendes d'après les Statuts, augmenté de (i) toutes les réserves librement distribuables (incluant pour éviter tout doute le compte de prime d'émission) et (ii) le cas échéant le montant de réduction de capital social et de réduction de réserve légale liée à la classe d'actions devant être rachetée/annulée, mais réduit par (i) toutes pertes (y compris toutes les pertes reportées), et (ii) toutes les sommes placées dans les réserves et ce en accord avec la Loi ou les Statuts, et ce tel qu'il apparaît des Comptes Intérimaires (pour éviter tout doute, sans double calcul) de telle sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Par lequel:

AA = Montant Disponible

NP = Profits nets (incluant tous les profits reportés)

P = toutes réserves librement distribuables (incluant le compte de prime d'émission)

CR = le montant de réduction de capital social et de réduction de réserve légale liée à la classe d'actions devant être annulée

L = Pertes (incluant toutes les pertes reportées)

LR = toutes les sommes placées dans les réserves et ce en accord avec la Loi ou les Statuts

Valeur d'Annulation par Action doit être calculée en divisant le Montant Total d'Annulation correspondant à la classe d'actions à racheter et annuler par le nombre d'Actions en émission dans cette classe d'actions

Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société en Luxembourg GAAP à la Date des Comptes Intérimaires concernés

Date des Comptes Intérimaires signifie la date qui ne doit pas être plus vieille de huit (8) jours par rapport à la date de rachat et d'annulation d'une classe d'actions.

Réserve Légale fait référence à la réserve légale mentionnée à l'Article 23.

Actions signifie toutes les actions émises au cours du temps dans le capital social de la Société.

Montant Total d'Annulation signifie le montant déterminé by le Conseil d'Administration pris et approuvé par l'assemblée générale sur base des Comptes Intérimaires concernés.

Le Montant Total d'Annulation doit être inférieur ou égal à l'entièreté du Montant Disponible au moment de l'annulation de la classe d'actions concernée sauf décision contraire de l'assemblée générale prise dans les conditions prévues pour la modification des Statuts, à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne doit jamais être supérieur au Montant Disponible.

8.2. Chaque action confère à son propriétaire les droits définis ci-après et une voix à l'assemblée générale des Actionnaires. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'Actionnaire unique ou de l'assemblée générale des Actionnaires. Chaque action est indivisible à l'égard de la Société.

8.3. La Société peut racheter ses propres actions comme suit:

- Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des Actionnaires prise dans les conditions requises pour les modifications des Statuts;

- Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation des actions, y compris par l'annulation de l'entièreté d'une ou plusieurs classes d'actions par le rachat et l'annulation de toutes les actions émises dans cette(ces) classe(s).

Dans les cas de rachats et d'annulations des actions, ces annulations et rachats doivent être faits dans l'ordre alphabétique inversé (soit des Actions de Classe J aux Actions de Classe A); et

- La classe d'actions pouvant être rachetée et annulée donne droit au détenteur (au prorata de leur participation dans cette classe d'actions) à la portion du Montant Total d'Annulation tel que déterminé par le Conseil d'Administration et approuvé par l'assemblée générale à l'égard des classes d'actions devant être rachetées, et les détenteurs d'Actions rachetées et annulées doivent recevoir de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Action pour chaque action de la classe détenue par eux et annulée.

La Société peut racheter ses propres actions conformément aux dispositions légales.

Chapitre III. Administration

Art. 9. Conseil d'Administration. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. Les membres du Conseil peuvent être scindés en plusieurs catégories.

Si la Société comporte un seul Actionnaire, elle peut être dirigée par un Administrateur unique ou par plusieurs Administrateurs composant un Conseil d'Administration. L'Administrateur unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus au Conseil d'Administration.

Les Administrateurs sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des Actionnaires, et sont toujours révocables par elle.

Le nombre des Administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration.

10.1. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président.

10.2. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur convocation de deux Administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

10.3. Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration de la Société sera donné à tous les Administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les Administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque Administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, télex ou courrier électronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.4. Tout Administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration de la Société en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre Administrateur comme son mandataire.

10.5. Tout Administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration de la Société par conférence téléphonique initiée depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

10.6. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration de la Société peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration de la Société. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 11. Décisions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut délibérer valablement si un quorum d'Administrateurs est présent ou représenté à ce conseil. Ce quorum est réputé présent ou représenté si la majorité des Administrateurs de la Société est présente ou représentée, un Administrateur de chaque catégorie devant au moins être présent ou représenté le cas échéant. Les décisions prises par le Conseil d'Administration nécessitent le vote de la majorité des Administrateurs présents ou représentés, parmi lequel le vote affirmatif d'au moins un Administrateur de chaque catégorie, si le Conseil d'Administration est divisé en catégories.

En cas de ballottage lors d'une réunion, le président du Conseil d'Administration aura voix prépondérante.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 16 ci-dessous, les exigences de quorum s'appliqueront sans prendre en compte le ou les Administrateurs concernés.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration de la Société. L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président ou d'un Administrateur-Délégué à ces fins.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature de son Administrateur unique. Si la Société est administrée par un Conseil d'Administration, elle est engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs, ou par la seule signature d'un Administrateur-Délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu de l'article 15 des Statuts.

Si la Société est administrée par plusieurs catégories d'Administrateurs, la Société sera obligatoirement liée par la signature conjointe d'un Administrateur de chaque catégorie. Ces exigences ne sont pas applicables lorsqu'une catégorie d'Administrateur est empêchée de voter conformément à l'article 16 ci-dessous.

Art. 14. Gestion journalière. L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Administrateurs qui prendront la dénomination d'Administrateurs-Délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs Administrateurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, Actionnaires ou non.

Art. 15. Responsabilité, indemnisation. Les Administrateurs ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout Administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité d'Administrateur ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un Actionnaire ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel Administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 16. Conflit d'intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront Administrateur, Actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'Actionnaire unique ou des Actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

Chapitre IV. Actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des Actionnaires. Si la Société est composée d'un Actionnaire unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Assemblée générale annuelle des Actionnaires. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra, conformément à la Loi, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le premier mardi du mois de juin de chaque année à 14:00 heures de Luxembourg. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 19. Autres assemblée générale des Actionnaires. Les autres assemblées générales des Actionnaires de la Société pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 20. Procédure, vote.

20.1. Chaque action donne droit à une voix.

20.2. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

20.3. Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée des Actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des Actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des Actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires présents ou représentés.

20.4. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et des obligataires, s'il y en a.

20.5. Chaque Actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

20.6. Tout Actionnaire peut participer aux assemblées générales des Actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou Actionnaires concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

20.7. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Chapitre V. Surveillance

Art. 21. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société.

Chapitre VI. Année Sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Exercice social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Il sera prélevé sur le bénéfice net cinq pourcent (5%) pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pourcent (10%) du capital social (ci-après la «Réserve Légale»).

Après dotation de la Réserve Légale, les actionnaires détermineront comment le solde des bénéfices annuels nets sera employé en allouant tout ou partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à l'exercice suivant ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux actionnaires.

Chaque année où la Société décide de procéder à des distributions de dividendes, à partir des bénéfices nets et des réserves disponibles issues de bénéfices non distribués, incluant toute prime d'émission, le montant attribuable à cet effet sera distribué suivant l'ordre de priorité suivant:

- Tout d'abord, les Actionnaires de Parts Sociales de Classe A auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule soixante pourcent (0,60 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe A; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe B auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule cinquante-cinq pourcent (0,55 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe B; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe C auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule cinquante pourcent (0,50 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe C; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe D auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule quarante-cinq pourcent (0,45 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe D; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe E auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule quarante pourcent (0,40 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe E; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe F auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe F; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe G auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule trente pourcent (0,30 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe G; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe H auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe H; ensuite,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe I auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule vingt pourcent (0,20 %) de la valeur nominale de leurs Parts Sociales de Classe I; et enfin,

- les Actionnaires de Parts Sociales de Classe J auront droit pour chaque année considérée au reste de toute distribution de dividendes.

Si l'entière de la dernière catégorie de parts sociales (par ordre alphabétique, par exemple, initialement, les Parts Sociales de Classe J) a été annulée à la suite de son remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution, le reste de toute distribution de dividendes devra alors être attribué à la dernière classe de parts sociales la précédant dans l'ordre alphabétique inversé (par exemple, initialement, les Parts Sociales de Classe I).

Le Conseil d'Administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VIII. - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi».

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 décembre 2014.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription

Toutes les quatre-vingt-dix mille (90.000) actions d'une valeur de cent euros (EUR 100,-) chacune ont été souscrites par Platinum Limited Partnership représentée par son Associé Commandité Skyfit Investments Limited, précitée, comme suit:

- Neuf mille (9.000) Actions de Classe A;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe B;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe C;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe D;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe E;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe F;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe G;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe H;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe I;
- Neuf mille (9.000) Actions de Classe J.

Toutes les actions ont été libérées intégralement par paiement en espèces, de sorte que la somme de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ quatre mille huit cents euros (EUR 4.800,-).

Assemblée générale extraordinaire

La comparante, préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, a pris les résolutions suivantes;

1. La Société est administrée par trois (3) Administrateurs:
2. Les personnes suivantes sont nommées en tant qu'Administrateurs de la Société:

Administrateur de Catégorie A:

- M. Kilian Hennessy, né le 27 mars 1972 à Boulogne-Billancourt, France, ayant son adresse est au 18, rue Charles Bernhoeft, L-1240 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Administrateurs de Catégorie B:

- M. Christophe Davezac, né le 14 février 1964 à Cahors, France, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Valery Beuken, né le 14 juin 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au R.C.S.Luxembourg sous le numéro B. 136477, est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes.

4. Le mandat des administrateurs et commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire qui se tiendra en juin 2017.

5. Le siège social de la Société est établi au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise seule fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. Saggi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 novembre 2014. LAC/2014/55988. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194777/803.

(140218077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**CEP IV Participations S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque,
(anc. CEP IV Participations S.à r.l.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 185.226.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Carlyle Europe Partners IV, L.P., a limited partnership, incorporated and existing under the laws of England and Wales, registered with the Register of Companies of England and Wales under number LP015518 and having its registered office at 1001, Pennsylvania Avenue, N.W., Washington D.C. 20004, United States of America,

duly represented by Danny Major, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 7 November 2014, which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith; and

2. CEP IV-F, L.P., a limited partnership, incorporated and existing under the laws of England and Wales, registered with the Register of Companies of England and Wales under number LP015855 and having its registered office at 1001 Pennsylvania Avenue, N.W, suite 220 Washington D.C. 20004, United States of America,

duly represented by Danny Major, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 7 November 2014, which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are all the shareholders, representing the entire share capital of CEP IV Participations S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle,

L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 185226 incorporated pursuant to a deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1246 on 15 May 2014. The articles of association have not been amended since.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the extraordinary general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Amendment of the corporate purpose of the Company, transformation of the Company into a société d'investissement en capital à risque and amendment of article 1 and article 2 of the articles of association of the Company accordingly.
2. Conversion of the share capital of the Company from a fixed share capital into a variable share capital.
3. Creation of share classes.
4. Conversion of the existing shares into Investors Shares A.
5. Full restatement of the articles of association of the Company.
6. Appointment of the independent auditor.
7. Confirmation of the appointment of the managers of the Company.

Having duly considered each item on the agenda, the extraordinary general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First Resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend the corporate purpose of the Company so as to transform the Company into a société d'investissement en capital à risque and to change the name of the Company into CEP IV Participations S.à r.l., SICAR.

Consequently, the extraordinary general meeting of shareholders decides an amendment of article 1 and article 2 of the articles of association of the Company, which now reads as follows:

" **Art. 1. Name - Legal Form.** There is hereby established between the subscribers and all those who may become owners of the Shares hereafter issued a private limited liability company (société à responsabilité limitée) qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) under the name CEP IV Participations S.à r.l., SICAR (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), the law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital, as amended (the "2004 Law"), the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law" and together with the 1915 Law and the 2004 Law, the "Law"), the present Articles as well as the issuing document.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the broadest possible meaning permitted under article 1 of the 2004 Law and CSSF Circular 06/241 in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

2.2 The Company may in general invest directly or indirectly in any debt, equity or other interests (including publicly traded securities thereof) to the extent such investments represent risk capital investments, each time in accordance with the 2004 Law and CSSF circulars issued from time to time, including for the avoidance of doubt, the CSSF circular n°06/241, as from the time of acquisition.

2.3 The Company will manage its investments with a view to developing and adding value to the investments of the Company.

2.4 The Company may also, to the fullest extent permitted under the SICAR Law and the CSSF circular n°06/241 and if conducive of its above corporate purpose and compliant with the Company's investment policy, grant to any corporate body, association, partnership or other entity or person wherever established, incorporated or resident, in which the Company proposes to make or holds, directly or indirectly, an investment, or any other company associated in any way with the Company, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; borrow money in any manner and secure the repayment of any money borrowed; in particular, the Company may borrow money from third parties or from its Shareholders for the funding, completion, refinancing of an investment, or to cover any of its expenses, to the extent compliant with the Company's investment policy."

The extraordinary general meeting of shareholders hereby approves that the Company is now subject to the law of 15 June 2004 relating to the société d'investissement en capital à risque.

Second Resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to convert the share capital of the Company from a fixed share capital into a variable share capital equal at all times to the total net assets of the Company and consisting of shares without nominal value.

Third Resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to create share classes, notably Investors Shares A.

Fourth Resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to convert all twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company currently in issue into Investors Shares A with no nominal value.

Fifth Resolution

As a consequence of the above resolutions, the extraordinary general meeting of shareholders resolves to fully restate the entire articles of association of the Company to be read as follows:

Title I - Name and form - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There is hereby established between the subscribers and all those who may become owners of the Shares hereafter issued a private limited liability company (société à responsabilité limitée) qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) under the name CEP IV Participations S.à r.l., SICAR (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), the law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital, as amended (the "2004 Law"), the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law" and together with the 1915 Law and the 2004 Law, the "Law"), the present Articles as well as the issuing document.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the broadest possible meaning permitted under article 1 of the 2004 Law and CSSF Circular 06/241 in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

2.2 The Company may in general invest directly or indirectly in any debt, equity or other interests (including publicly traded securities thereof) to the extent such investments represent risk capital investments, each time in accordance with the 2004 Law and CSSF circulars issued from time to time, including for the avoidance of doubt, the CSSF circular n°06/241, as from the time of acquisition.

2.3 The Company will manage its investments with a view to developing and adding value to the investments of the Company.

2.4 The Company may also, to the fullest extent permitted under the SICAR Law and the CSSF circular n°06/241 and if conducive of its above corporate purpose and compliant with the Company's investment policy, grant to any corporate body, association, partnership or other entity or person wherever established, incorporated or resident, in which the Company proposes to make or holds, directly or indirectly, an investment, or any other company associated in any way with the Company, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; borrow money in any manner and secure the repayment of any money borrowed; in particular, the Company may borrow money from third parties or from its Shareholders for the funding, completion, refinancing of an investment, or to cover any of its expenses, to the extent compliant with the Company's investment policy.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company has its registered office in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 The registered office may be transferred within the municipality of the city of Luxembourg by a resolution of the board of managers (as defined hereinafter). The CSSF will be informed in advance of such transfer.

4.3 The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.5 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur that are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with foreign countries, the registered office

may be provisionally transferred to a foreign country until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the nationality of the Company which will, notwithstanding such transfer, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer of the registered office to another country will be made by the board of managers.

Title II. - Share capital - Shares - Register of shares - Transfer of shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Company is variable and shall be represented by shares of no nominal value and shall at all times be equal to the total value of the net assets of the Company.

5.2 The minimum share capital of the Company (including for the avoidance of doubt any share premium) shall not fall below the minimum share capital provided for by the 2004 Law, i.e., one million euros (EUR 1,000,000). Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under the 2004 Law.

5.3 Upon incorporation the initial share capital of the Company was twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares (the "Investors Shares" or the "Shares") without nominal value and an initial par value of one euro (EUR 1).

5.4 For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be euros (EUR).

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares of different classes, whereby each share of the same Class has the same accounting par value.

6.2 The board of managers shall identify the relevant portfolio of assets constituting an investment (each an "Investment") to which each Class of Investors Shares (other than the Investors Shares A described below) relate.

6.3 Except for the Investors Shares A, each Class of Shares will correspond to a specific Investment.

6.4 Shares of any class (each, a "Class of Shares" or "Class") will be issued in registered form only.

6.5 The proceeds relating to the issue of each class of Investors Shares (other than the Investors Shares A) shall be invested pursuant to the investment policy determined by the board of managers for the Investment established in respect of the relevant Class or Classes of Investors Shares.

6.6 As between shareholders, the subscription proceeds shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class of Investors Shares. The Company shall be considered as one single legal entity.

6.7 The board of managers is authorized, without limitation, to issue an unlimited number of Investors Shares within the Company at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Investors Shares to be issued.

6.8 Fractional Shares may be issued up to three decimal places and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights except to the extent that their number is so that they represent a whole Share in which case they confer a voting right.

6.9 The Company shall have several Shareholders, with a maximum of forty (40) Shareholders.

6.10 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Well-Informed Investors. The subscription for Shares is restricted to "Well-Informed Investors" within the meaning of article 2 of the 2004 Law (the "Eligible Investors"). Any marketing of Shares outside of Luxembourg shall be subject to any applicable local law rules and regulations, as the case may be.

Art. 8. Register of shares.

8.1 All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders, which shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The registration of the shareholder's name in the register of Shareholders evidences its right of ownership over such registered Shares. The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

8.3 A shareholder may, at any time, change its address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Art. 9. Transfer and ownership of Shares.

9.1 Ownership of Shares is restricted to Eligible Investors.

9.2 The Company may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription for Shares until such date as it has received sufficient evidence on the qualification of the investor as an Eligible Investor.

9.3 The board of managers will restrict or reject any applications for Shares in the Company by any person and may cause any Shares to be subject to compulsory redemption if the Company considers that this ownership involves a violation of the law of the Grand Duchy or abroad, or may involve the Company in being subject to taxation in a country other than the Grand Duchy or may in some other manner be detrimental to the Company.

To that end, the board of managers may:

(i) decline to issue any Shares when it appears that such issue might or may have as a result the allocation of ownership of the Shares to a person who is not authorized to hold Shares in the Company; and/or

(ii) proceed with the compulsory redemption of all the relevant Shares in accordance with the provisions under the section "Redemption of Shares" of the issuing document of the Company if it appears that a person who is not authorized to hold such Shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of Shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the Shares, if it appears to the Company that one (1) or several persons is or are an owner or owners of a proportion of the Shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company.

9.4 The Shares are freely transferable among Shareholders.

9.5 Inter vivos, the Shares may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the Shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

9.6 Any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

9.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving Shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse. The shares may in any case only be transferred to Eligible Investors.

Art. 10. Redemption of Shares.

10.1 The Company is a closed-ended investment company, which means that it shall not, at the unilateral request of Shareholders, redeem its Shares. However, the Company may redeem Shares at the board of managers' discretion in accordance with the terms and conditions set forth therein.

10.2 Furthermore, Shares will be redeemed compulsorily if the Shareholder is found not to be an Eligible Investor anymore.

10.3 In case of compulsory redemption, the redemption price will be equal to the Net Asset Value per Share.

10.4 Payment of the redemption price will be made by the Company or its agents not later than a date determined by the board of managers and communicated to relevant Shareholders. Payment for such Shares will be made in euros.

10.5 The Company shall have the right, if the board of managers so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets of the relevant Class of Shares equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders and the valuation used shall be confirmed by a special report of the independent auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé). The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

10.6 Notwithstanding the above, a redemption cannot be made if, as a result thereof, the Net Asset Value of the Company would fall below one million euros (EUR 1,000,000).

Title III. - Valuation

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value.

11.1 The Net Asset Value of the Company shall be calculated as of 31st December each year, and as of any other date at discretion of the Board of Managers. Upon request from the Shareholders, and at least once every six (6) months, the Board of Managers will inform the Shareholders, free of charge, about the Net Asset Value. Such valuation shall be carried out by the Board of Managers in accordance with the following rules (the "Valuation Principles").

11.2 The assets of the Company include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Company;
- all dividends and distributions payable to the Company either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Company, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the Company's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not already been written-off /formation expenses, to the extent that such expenses have not been fully amortized within (5) years of the Company's formation;

- the Company's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures; and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

11.3 Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
 - all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company but not yet paid;
 - a provision for capital tax and income tax accrued on the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the board of managers; and
 - all other liabilities of the Company of any kind with respect to the Company, except liabilities represented by Shares.
- In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to:
- * start-up costs/formation expenses (provided they are fully amortized before (5) years from the incorporation of the Company),
 - * expenses in connection with and fees payable to, its investment manager(s), advisors(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors,
 - * administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses,
 - * the cost of buying and selling assets (transaction costs),
 - * interest and bank charges, and
 - * taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis annually or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

I. 11.4 The value of the Company's assets shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of managers may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other Regulated Market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the board of managers. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith the direction of the board of managers;
- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a Regulated Market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the board of managers;
- investments in private equity securities will be appraised at a fair value under the direction of the board of managers in accordance with appropriate professional standards, such as, for example, and without limitation, the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines as endorsed by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA);
- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of the Company, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of the Company, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the Net Asset Value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith by and under the direction of the board of managers;
- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swap). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value; for the avoidance of doubt, it shall be noted that the Company may only invest in, or enter into, currency related derivative contracts or instruments if such contracts or instruments are bona fide hedging transactions in connection with acquisition, holding or disposition of investments for the purpose of hedging risks arising from currency fluctuations or interest rate fluctuations.

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of managers on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position; for the avoidance of doubt, it shall be noted that the Company may only invest in, or enter into, currency related derivative contracts or instruments if such contracts or instruments are bona fide hedging transactions in connection with acquisition, holding or disposition of investments for the purpose of hedging risks arising from currency fluctuations or interest rate fluctuations.

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the board of managers in accordance with generally accepted Valuation Principles and procedures.

II. 11.5 The board of managers may authorize, on a consistent basis, the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

III. 11.6 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles (Lux GAAP).

IV. 11.7 Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

V. 11.8 The Net Asset Value per Share shall be calculated in the relevant Reference Currency on the Valuation Date by dividing the net assets (which shall be equal to the assets minus the liabilities) by the number of Shares issued and in circulation. Assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant Reference Currency, based on the relevant exchange rates.

VI. 11.9 In the absence of bad faith, wilful default, gross negligence or manifest error, every decision to determine the Net Asset Value taken by the board of managers or by any bank, company or other organization which the board of managers may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

Art. 12. Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value.

VII. 12.1 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets is/are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;
- when the information or calculation sources normally used to determine the value of assets are unavailable, or if the value of an investment in the Company cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason beyond the control of the Company;
- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;
- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the Company is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction; and
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company is invested; and
- in exceptional circumstances, whenever the board of managers considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

VIII. 12.2 In the event of exceptional circumstances that may adversely affect the interests of the Shareholders or insufficient market liquidity, the board of managers reserves its right to determine the Net Asset Value of the Shares only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Company's behalf.

IX. 12.3 The suspension of the calculation of the Net Asset Value shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the board of managers is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption of their Shares.

Title IV. - Decisions of the shareholders

Art. 13. Collective decisions of the Shareholders.

13.1 The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company and is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

13.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each Share will have one vote at the general meeting of Shareholders of the Company or at a Class meeting.

13.3 According to the 1915 Law, no general meeting has to be held as long as the number of Shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each Shareholder may also receive the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall then give his vote in writing.

13.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of Shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these Articles. In such case, any reference made herein to the “general meeting of Shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 14. General meetings of Shareholders.

14.1 Notices of a general meeting and other notices will be given in accordance with Luxembourg law. Notices will specify the place and time of the meetings, the conditions of admission, the agenda, the quorum and the voting requirements and will be given at least eight (8) days prior to the meetings. The requirements as to attendance, quorum and majorities at all general meetings will be those laid down in the Articles of the Company and in the 1915 Law. All Shareholders may attend the annual general meetings, any general meetings and meetings of the Company in which they hold Shares and may vote either in person or by proxy.

14.2 The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided herein and in the Articles, no resolution shall be validly passed unless approved by the Board of Managers.

14.3 Each Share will have one vote at the general meeting of Shareholders of the Company or at a Class meeting. Any resolution of a general meeting of Shareholders creating rights or obligations of the Company vis-à-vis third parties must be approved by the Board of Managers. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending these articles must be passed with a majority of Shareholders representing three quarters (3/4) of the share capital.

Art. 15. Quorum and vote.

15.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds Shares.

15.2 Save for a higher majority provided in these Articles or by law, collective decisions of the Company’s Shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by Shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the Shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 16. Unanimous decisions. The Shareholders may change the nationality of the Company or repeal its SICAR status only by unanimous consent, subject to prior approval by the CSSF.

Art. 17. Amendments of the Articles. Any amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of Shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Title V. - Management

Art. 18. Composition and powers of the board of managers.

18.1 The Company shall be managed by a board of managers with at least three (3) managers (hereinafter, the “Board of Managers”).

18.2 The Board of Managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these Articles to the general meeting of Shareholders or the AIFM.

Art. 19. Appointment, removal and term of office of managers.

19.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the Shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

19.3 As the Company qualifies as an alternative investment fund in accordance with article 1(39) of the 2013 Law, it must have a single alternative investment fund manager (“AIFM”) in accordance with article 4(1) of the 2013 Law. As a société à responsabilité limitée, the Company may either appoint an external AIFM or, lacking such appointment of an external AIFM by the managing body of the Company, consider itself internally managed which would result in the Company itself becoming the AIFM.

Art. 20. Convening meetings of the Board of Managers.

20.1 The Board of Managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the Board of Managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers which has been communicated to all managers.

20.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the Board of Managers.

Art. 21. Conduct of meetings of the Board of Managers.

21.1 The Board of Managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

21.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the Board of Managers. In his absence, the Board of Managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

21.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

21.4 Meetings of the Board of Managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The Board of Managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

21.7. The Board of Managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 22. Minutes of the meeting of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

Art. 23. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Board of Managers within the limits of such delegation.

Art. 24. Audit. The operations of the Company and its financial situation shall be reviewed by an independent auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé who shall be appointed by the Board of Managers. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2004 Law.

Art. 25. Depositary.

25.1 The Company has appointed a financial institution to act as depositary pursuant to the requirements of the 2004 Law and the AIFM Law (the "Depositary"). The Depositary shall assume towards the Company and the Shareholders the responsibilities set out in the 2004 Law and the AIFM Law.

25.2 In consideration for its services, the Depositary shall be paid a fee out of the assets of the Company, as determined from time to time in accordance with the custodian and paying agent agreement in accordance with market practice in Luxembourg.

25.3 The services agreement may be terminated by either the Board of Managers, acting for and on behalf of the Company, or the Depositary upon three (3) months prior written notice. This period includes the two (2) months prior notice required under the 2004 Law. The Depositary shall continue its activities until the Company's assets have been transferred to the new depositary bank.

Title VI. - Financial year - Distributions

Art. 26. Financial Year.

26.1 The Financial Year of the Company shall begin on January 1st of each year and it shall terminate on December 31st of that same year, with the exception of the first financial year, which shall begin on the date of the Company's incorporation and shall terminate on 31 December 2014. The fiscal year of the Company shall be the calendar year.

26.2 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Managers draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

Art. 27. Distributions.

27.1 The Board of Managers, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determines how the results of the Company shall be allocated to shareholders, and will distribute income and divestment proceeds after the deduction of the appropriate fees and operating expenses (including contingent liabilities) (in each case calculated separately with respect to Shares issued on the same issue date), deriving from any given Investment to the holders of the corresponding Share Class, in the order and priority determined by the Board of Managers, as reflected in the issuing documents of the Company.

27.2 Distributions may be made by means of annual dividends and interim dividends to the extent feasible as well as by the redemption of shares or the allocation of the Company's liquidation proceeds, as the case may be.

27.3 Any share premium, assimilated premium, or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

27.4 Distributions prior to termination of the Company shall be made in principle in cash. However, it is possible that under certain circumstances (including the liquidation of the Company), distributions may be made in kind and could consist of securities for which there is no readily available public market or securities of entities unable to meet required interest or sinking fund payments.

27.5 Upon termination of the Company, payments, upon the agreement of Shareholders, may also include listed or unlisted securities or other assets of the Company, the value of which will be determined by the Board of Managers.

27.6 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Managers shall determine from time to time.

27.7 In no event will a distribution of dividends or redemption of Shares may be made, if as a result thereof, the Net Asset Value of the Company would fall below one million euros (EUR 1,000,000).

27.8 Any distribution and/or any redemption proceeds that have not been claimed within five (5) years of their declaration shall be forfeited and reverted to the "Caisse des Dépôts et Consignations".

27.9 All income and expenses not attributed to any assigned Investment shall be allocated to the Investors Shares A.

Title VII. - Liquidation

Art. 28. Liquidation of the Company.

28.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators (which can be the Board of Managers) appointed by the general meeting as liquidator, pursuant to the 2004 Law and the Articles, subject to the approval of the CSSF.

28.2 Upon dissolution of the Company no further business shall be conducted except for such actions as shall be necessary for the orderly liquidation of the affairs of the Company, the protection and realisation of the assets of the Company and the distribution of the Company's assets, if any, amongst the shareholders as more fully described in the issuing document.

28.3 Any dissolution of the Company shall be carried out in accordance with the provisions of the 1915 Law, the AIFM Law and the 2004 Law as well as the issuing document. The latter specifies the steps to be taken to enable shareholders to participate in the distribution of the liquidation proceeds and provides upon finalization of the liquidation that the unclaimed assets be deposited in escrow with the Caisse des Consignations of Luxembourg to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed from escrow within the relevant prescription period will be liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

28.4 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

Title VIII. - Governing law

Art. 29. Governing law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law." Further to the full restatement the French translation is deleted.

Sixth Resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to appoint the following entity as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

Ernst & Young S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 47 771, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Seventh Resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to confirm the appointment of the following persons as members of the board of managers of the Company:

- Mr. Guy Harles,
- Mrs. Barbara Imbs;
- Mrs. Erica K. Herberg;
- Mr. Christopher Finn;
- Mr. David B. Pearson; and
- CEP IV Managing GP Holdings, Ltd.

The managers of the Company are appointed for an indefinite period of time.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 3,000.-

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Signé: D. MAJOR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 novembre 2014. Relation: LAC/2014/53642. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194823/549.

(140218020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Copernic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 192.468.

STATUTES

In the year two thousand and fourteenth, on the fourth day of December

Before Maître Blanche MOUTRIER, residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr Francesco MULLER born on the 11st July 1958 in La Chaux-de-Fonds (Switzerland), residing at MC-98000 Monaco, 19, Avenue des Spelugues,

represented by Mr Anthony THILLMANY, with professional residence in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, pursuant to a proxy, which shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities after having been signed by the proxyholder and the undersigned notary

The appearing person in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms hereby:

« **Art. 1. Name - Form.** There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme, under the name of «COPERNIC S.A.» (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an undetermined period.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

Art. 4. Object. The object of the company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies or foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any

other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The company may lend or borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures, to different companies (subsidiaries or not).

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public.

The company has as an aim the purchase, the sale, the setting in hiring, the administration and the development in some form that they are real estate goods located at the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, like all commercial deals or financial, real or movable which are attached to it directly or indirectly.

The company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it might deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The object of the Company shall in addition be to receive payments and remunerations from the companies within the group, and to administer and manage such companies, to which it may, in particular, provide any strategic, administrative or commercial assistance.

Art. 5. Share capital. The subscribed capital of the company is set at EUR 70,000.- (seventy thousand Euros), divided into 700 (seven hundred) shares with a par value of EUR 100.- (one hundred Euros) each, entirely paid in.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law redeem its own shares.

Art. 6. Shares. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 7. Shareholders meetings - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

When the Company has a single shareholder, the latter will exert the powers reserved for the General Shareholder's Meeting.

Art. 8. Annual general meeting - Approval of annual accounts. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the last Friday of June at 10,00 am.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Art. 9. Other meetings. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law and by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, e-mail or telefax.

Are deemed to be present for the calculation of the conditions of quorum and majority the shareholders participating to the meeting by way of visioconference or by any other means enabling their identification, as far as these means satisfy to technical specifications which guarantee an effective participation to the meeting and a continuous transmission of the debates.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Composition of Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members at least, who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a single shareholder or in case it is stated at a shareholders meeting that the Company has only one single shareholder,

the composition of the board of directors may be limited to one single member until the annual shareholders meeting following the statement of the existence of more than one shareholder.

The directors shall be appointed by the shareholders at the annual general meeting of shareholders for a period which may not exceed six years and they shall hold office until their successors are elected. Their reelection is authorized.

In the event of a vacancy of the board of directors, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy; such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 11. Board meetings. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the general meeting of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, the sole director or two directors, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, e-mail or telefax another director as his proxy.

Are deemed to be present for the calculation of the conditions of quorum and majority the directors participating to the meeting of the board of directors by way of visioconference or by any other means enabling their identification, as far as these means satisfy to technical specifications which guarantee an effective participation to the meeting of the board of directors and a continuous transmission of the debates. Board meetings held by such means of communication are deemed to be held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

In case of Sole Director, the Sole Director will exercise the same powers granted to the Board of Directors.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Representation. The Company will be bound by the single signature of the sole director, or if the Board of Directors consists in three members or more by the joint signature of two directors, or the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

Art. 14. Supervision. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six years. Their reelection is authorized.

Art. 15. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on January 1st and shall terminate on December 31st of each year.

Art. 16. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

In the event of partly paid shares, dividends will be payable in proportion to the paid-in amount of such shares.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by law.

Art. 17. Dissolution. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. Miscellaneous. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Transitional provisions

1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and will finish on December 31st, 2015.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2016.

Subscription and Payment

The subscriber has subscribed a number of shares and has paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	Paid-in Capital	Number of shares
MULLER Francesco, prenamed	70,000.-	70,000.-	700
TOTAL	70,000.-	70,000.-	700

Proof of such payment has been given to the undersigned notary, so that the amount of seventy thousand euro (70,000.-EUR) is as of now available to the company

Declaration - Evaluation

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately 1,400,-EUR.

Extraordinary General Meeting

The above named society, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions by vote.

1. The number of directors is fixed at three and the number of the statutory auditor at one.

2. Are appointed as director:

a) Mr Jean-Marc FABER, born on the 7th April 1966 in Luxembourg, residing professionally at L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

b) Mr. Manuel BORDIGNON, born on the 4th June 1969 in Esch-sur-Alzette, residing professionally at L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

c) Mr Christophe MOUTON, born on the 20th November 1971 in Saint-Mard (Belgium) residing professionally at L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

3. Has been appointed statutory auditor:

- Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à r.l., with registered office at L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, RCS Luxembourg B 60219.

4. The address of the Company is set at L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

5. The term of office of the directors and of the statutory auditor shall be of six years and shall end at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2020.

6. The board of directors is allowed to delegate the daily management's powers in accordance to article 12 of the bylaws.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

French version:

L'an deux mille quatorze, le quatre décembre

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Francesco MULLER, né le 11 juillet 1958 à La Chaux-de-Fonds (Suisse), demeurant à MC-98000 Monaco, 19, Avenue des Spelugues,

représenté par Madame Sandra SCHWEIZER, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration, laquelle restera annexée au présent acte afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement après avoir été signée par le mandataire et le notaire soussigné.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'elle déclare constituer comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination - Forme.** Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «COPERNIC S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, à différentes sociétés (filiales ou non).

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société a encore pour objet de percevoir des indemnités et des rémunérations des sociétés du groupe ainsi que l'administration et la gérance de telles sociétés du groupe, à qui elle pourra notamment fournir toute prestation d'assistance stratégique, administrative ou commerciale.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à EUR 70.000,- (soixante-dix mille Euros), représenté par 700 (sept cent) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune, entièrement libérées.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de juin à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, e-mail ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, e-mail ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, e-mail ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes

et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

Souscription et Libération

Les comparants ont souscrits un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
MULLER Francesco, prénommé	70.000.-	70.000.-	700
TOTAL	70.000.-	70.000.-	700

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de soixante-dix mille Euros (70.000,- EUR) se trouve à l'entière disposition de la société.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de 1.400.-EUR.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqué, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Jean-Marc FABER, né le 07 avril 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg 63-65, rue de Merl,

b) Monsieur Manuel BORDIGNON, né le 04 juin 1969 à Esch-sur-Alzette demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

c) Monsieur Christophe MOUTON, né le 20 novembre 1971 à Saint-Mard (Belgique), demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à r.l., ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, RCS Luxembourg B 60219.

4. L'adresse de la société est fixée à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: THILLMANY, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05/12/2014. Relation: EAC/2014/16589. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 08/12/2014.

Référence de publication: 2014194844/360.

(140218078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Constant 1, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, 55, allée de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg E 5.510.

L'an deux mille quatorze, le premier décembre

Ont comparu:

1) Monsieur Alain LESBACHES, administrateur, né le 12 mars 1954 à Bordeaux (France), demeurant à L-3394 Roser, 28A Grand-Rue.

2) Madame Karine GOLINVAL-LESBACHES, née le 10 mars 1970 à Thionville (France), demeurant à L-3394 Roser, 28A Grand-Rue.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'acquisition, la vente, la location, la mise en valeur et la gestion d'immeubles pour compte propre, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et l'exploitation, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société.

Art. 2. La société prend la dénomination de «Constant 1, Société Civile Immobilière».

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Roser. Il pourra être transféré en tout autre en droit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de la gérance.

Art. 5. Le capital social est fixé à deux mille cinq cents euros (2.500,00 EUR) représenté par cent (100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,00 EUR) chacune.

Art. 6. La cession des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé en observant l'article 1690 du Code Civil. Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des associés ou des non-associés que suivant une décision unanime de tous les associés.

En cas de transfert pour cause de mort, les héritiers ou légataires de l'associé décédé doivent être agréés à l'unanimité des associés survivants.

Cet agrément n'est cependant pas requis en cas de transfert aux héritiers légaux.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil. Dans tous les actes qui contiendront des engagements au nom de la société, les gérants devront, sauf accord contraire et unanime des associés, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers légaux de l'associé ou des associés décédés.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs associés ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Art. 10. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs associés-gérants nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des associés-gérants, il sera pourvu à son remplacement par décision des associés.

Le ou les gérants ne pourront être révoqués que suivant une décision unanime de tous les associés.

Art. 11. Le ou les associés-gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet ainsi que les actes de disposition.

Art. 12. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Les associés se réunissent au moins une fois par an à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les associés-gérants quand ils jugent convenable, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts sociales.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours à l'avance et doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 15. Dans toutes les réunions, chaque part donne droit à une voix.

Les résolutions sont prises à l'unanimité des voix des associés présents ou représentés.

En cas de division de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitiers et nu-propriétaires, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Art. 16. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quel qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises que suivant une décision unanime de tous les associés.

Art. 17. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Art. 18. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les parts de la société ont été souscrites comme suit:

1. Madame Karine GOLINVAL-LESBACHES, née le 10 mars 1970 à Thionville (France), demeurant à L-3394 Roser, 28A Grand-Rue;	99
2. Monsieur Alain LESBACHES, administrateur, né le 12 mars 1954 à Bordeaux (France), demeurant à L-3394 Roser, 28A Grand-Rue;	1
Total: cent parts d'intérêts	100

Les parts d'intérêts ont été intégralement libérées en espèces de telle sorte que la somme de deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes préqualifiées, représentées comme dit ci-avant, et représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à deux.
2. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

Monsieur Alain LESBACHES, administrateur, né le 12 mars 1954 à Bordeaux (France), demeurant à L-3394 Roser, 28A Grand-Rue.

Madame Karine GOLINVAL-LESBACHES, née le 10 mars 1970 à Thionville (France), demeurant à L-3394 Roser, 28A Grand-Rue.

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature conjointe des deux gérants.

3. L'adresse de la société est fixée à L-1899 Kockelscheuer, 55 allée de la Poudrerie.

Fait et passé à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Signés: A. LESBACHES, K. GOLINVAL-LESBACHES, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 5 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16586. Reçu douze euros 12.-.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194799/119.

(140217161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Construction Nico MARECHAL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 28.178.

L'an deux mille quatorze, le vingt-unième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société GROUPE MARECHAL S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 119.267, représentée par un de ses gérants Monsieur Nico MARECHAL, entrepreneur, demeurant à L-9189 Vichten, 1, Um Knapp;

Ici représentée par Madame Bodeving Tessa, employée privée, demeurant professionnellement à Diekirch, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

I.- Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique associée de la société «Construction Nico MARECHAL S.à r.l.», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 28.178, constituée originellement sous la dénomination de «Entreprise de Construction Nico Marechal et Cie, société à responsabilité limitée» suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, alors notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 6 juin 1988, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations,

numéro 217 du 11 août 1988, dont les statuts ont été modifiés en dernier par Maître Edouard Delosch, en date du 22 janvier 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 762 du 25 mars 2014 (ci-après la "Société").

II.- Le capital social de la Société est fixé à douze mille huit cent cinquante euros (EUR 12.850,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros et soixante-dix cents (EUR 25,70,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant à l'associé unique pré-qualifié.

III. L'associée unique représentant l'intégralité du capital social s'est réunie en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se considère comme dûment convoquée et a pris les résolutions suivantes, qu'elle a demandé au notaire d'acter comme suit:

Ordre du jour

1. Suppression de toute référence à la souscription des parts sociales par les associés au niveau de l'article 6 des statuts de la Société;
2. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société;
3. Divers.

Première résolution

L'associée unique décide de supprimer toute référence à la souscription des parts sociales au niveau de l'article 6 des statuts de la Société.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associée unique de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 6. «Le capital social est fixé à douze mille huit cent cinquante euros (12.850,00) représenté par cinq cent parts sociales (500) d'une valeur nominale de vingt cinq euros et soixante dix cents (25,70) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à neuf cents euros (EUR 900,-).

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: T. BODEVING, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 27 novembre 2014. Relation: DIE/2014/15283. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 05 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194800/58.

(140217274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Dominvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 94.230.

L'an deux mille quatorze.

le deux décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DOMINVEST S.A., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 94.230 (NIN 2004 2208 176),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 26 juin 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 766 du 22 juillet 2003, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 mai 2004, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 679 du 2 juillet 2004,

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, directeur, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel,

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Sandra CHANTEPIE, employée privée, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

L'assemblée désigne comme scrutateur Madame Valérie ALBANTI, employée privée, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel,

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

- 1.- Mise en liquidation de la société.
- 2.- Nomination d'un liquidateur.
- 3.- Détermination de ses pouvoirs.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société DOMINVEST S.A. avec effet à partir de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée Luxglobal Services S.à r.l., avec siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 160.089, comme liquidateur de la société.

Troisième résolution

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: R. SONNENSCHNEIN, S. CHANTEPIE, V. ALBANTI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 03 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2389. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 05 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194888/56.

(140217408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

EI Sistema Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8212 Mamer, 51, rue Baerendall.

R.C.S. Luxembourg F 10.199.

—
STATUTS

Entre les soussignés:

1. Ebert, Silvia Meta Gerda, commerçante, née le 12.02.1964, à Luxembourg, demeurant L 8212 Marner, 51 rue Baerendall, de nationalité allemande
2. Billaux, Nicolas, indépendant, né le 07.02 1986 à Berkeley (US), demeurant L 8451 Steinfort, 13 cité Demy Steichen, de nationalité française
3. Herold, Arend, indépendant, né 13.11.1976 à Oldenburg (D), demeurant L 8311 Capellen, 83 rte d'Arlon, de nationalité luxembourgeoise
4. Kerger, Camille, fonctionnaire communal, né le 09. 02.1957 à Redange, demeurant L 3334 Hellange, 17 Garerbierg

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

Titre I^{er} . Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er} . L'association porte la dénomination de El Sistema Luxembourg.

Art. 2. L'association a pour objet:

Promouvoir la cohésion sociale et le dynamisme culturel au moyen d'activités musicales et artistiques selon le concept développé au Venezuela par le Système National d'Orchestre et de Choeurs d'enfants et de jeunes du Venezuela, communément appelé «El Sistema».

Art. 3. L'association a son siège social à L- 8212 Marner, 51 rue Baerendall.

Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La durée de l'association est indéterminée.

Titre 2. Exercice social

Art. 5. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Titre 3. Membres

Art. 6. Les membres de l'association se divisent en trois catégories:

(1) membres actifs qui participent effectivement aux activités et à la gestion de l'association.

(2) membres bienfaiteurs, qui ont accepté, afin de soutenir financièrement l'association, d'acquitter une cotisation d'un montant supérieur à celui dû par les membres "actifs", ou les personnes qui adressent régulièrement des dons à l'association. Les membres bienfaiteurs n'ont pas de droit de vote à l'assemblée générale.

(3) Membres honoraires, qui ont rendu des services particuliers à l'association.

Art 7. Peut devenir membre actif de l'association El Sistema Luxembourg toute personne physique ou morale. Une demande d'adhésion écrite doit être présentée au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

Art. 8. Le nombre minimum des membres associés est de trois.

Art. 9. Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire tout associé qui, après mise en demeure envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 1 mois à partir de l'envoi de la mise en demeure.

Art. 10. Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration

- en cas d'infraction grave aux présents statuts

- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 4. Assemblée générale

Art. 11. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association avec l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit pareillement sur demande d'un cinquième des membres de l'association.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre à l'aide d'une procuration écrite.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 12. Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 5. Administration

Art. 13. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.

La durée de leur mandat est de quatre (4) ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier. Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

Art. 14. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié.

Art. 15. La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

Art. 16. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

Titre 6. Contributions et Cotisations

Art. 17. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'Association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Art. 18. La cotisation annuelle maximale pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.

Titre 7. Mode d'établissement des comptes

Art. 19. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

Titre 8. Modification des statuts

Art. 20. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 21. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Titre 9. Dissolution et liquidation

Art. 22. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 23. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une ou plusieurs associations à désigner par l'assemblée générale.

Titre 10. Dispositions finales

Art. 24. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Mamer, le 19.11.2014.

Silvia Ebert / Arend Herold / Nicolas Billaux / Camille Kerger.

Référence de publication: 2014194899/99.

(140217710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Clarihen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-7535 Mersch, 6, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 166.808.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour du mois de novembre,

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU

M. GREGOIRE Yannick, gérant, né le 20 août 1970 à Etterbeek, Belgique, résidant à B-6812 Suxy, 41, rue Jean-Baptiste Naviaux, (l'«Associé Unique»);

La partie comparante pré-désignée, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que la société CLARIHEN S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue de la Gare, L-7535 Mersch, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous

le numéro B 166808 (la «Société»). La Société a été constituée le 9 décembre 2011 en vertu d'un acte de Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 765 du 22 mars 2012.

II. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales ordinaires d'une valeur de cent vingt-quatre euros (EUR 124.-) chacune, entièrement libérées.

III. Que la partie comparante est la seule propriétaire de la totalité des cent parts sociales (100) parts sociales ordinaires, représentatives du capital souscrit de la Société.

IV. Que la partie comparante, en sa qualité d'Associé Unique de la totalité des parts sociales, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

V. Que la partie comparante approuve les comptes de la liquidation et, en sa qualité de liquidateur de la Société au vu du bilan en date du 20/11/2014, déclare que tout le passif de ladite Société est entièrement réglée ou provisionnée.

VI. Que l'Associé Unique déclare irrévocablement assumer et payer au nom de la Société tous les éventuels autres passifs actuellement inconnus de la Société et dès lors impayés à cette date.

VII. Que l'activité de la Société a cessé; que la partie comparante agissant en tant qu'Associé Unique, est investie de tout l'actif et qu'elle réglera tout passif éventuel de la Société dissoute connu et inconnu à ce jour comme décrit au paragraphe 6; que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

VIII. Que décharge pleine et entière est donnée au gérant unique pour l'exercice de son mandat.

IX. Que le registre des parts sociales de la Société sera annulé.

X. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'adresse suivante: L-7535 Mersch, 18, rue de la Gare.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ont été estimés approximativement à mille euros (EUR 900,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Gregoire, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 novembre 2014. Relation: LAC/2014/56190. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194834/54.

(140217856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Frescobaldi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 123.848.

EXTRAIT

En date du 12 novembre 2014, M. Marco D'Orazio a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société est désormais, au 12 novembre 2014, composé comme suit:

- Mme Marylène Alix;
- M. Benoit Prat-Stanford; et
- Mme Federica Salvini

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194951/17.

(140218045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Adenium Foresight VCT (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 120.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 161.391.

Extrait des résolutions des associés de la Société

Il résulte des décisions prises par les associés de la Société en date du 3 décembre 2014 qui ont été acceptées:

- la démission de Mr. Renaud Labye en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 3 décembre 2014;
- la démission de Ms. Habiba Boughaba en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 7 mai 2014;
- la démission de Mr. Cliff Langford en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 août 2014;
- la nomination de Mme. Miranda Lansdowne, née le 3 octobre 1974 à Rugby, Royaume Uni, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet à partir du 1^{er} septembre 2014 et ce jusqu'au 31 mai 2015;
- la nomination de Mr. Simon Barnes, né le 2 décembre 1962 à Liverpool, Royaume Uni, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet à partir du 23 septembre 2014 et ce jusqu'au 31 mai 2015; et
- la nomination de Mr. Arndt Nicolaus, né le 29 mai 1967 à Montabaur, Allemagne, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet à partir du 23 septembre 2014 et ce jusqu'au 31 mai 2015; et

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Mandataire

Référence de publication: 2014194625/25.

(140217955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

BR Craven JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 114.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.445.

1) Il est à noter que:

L'adresse professionnelle de Mr Christopher McCormack, gérant de la Société, a changé de 60 Sloane Avenue, SW3 3XB Londres, Royaume-Uni à 12 Throgmorton Avenue, EC2N 2DL Londres, Royaume-Uni.

2) Extrait des résolutions de l'associé unique du 24 novembre 2014:

Il résulte des dites résolutions que:

1. Le nombre de gérants de la Société a augmenté de trois à quatre.

2. Monsieur Joel Davidson, né le 20 juillet 1968 à Newtownards, Royaume Uni et demeurant professionnellement au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 24 novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Delloula Aouinti - gérante
- Joanne Fitzgerald - gérante
- Christopher McCormack - gérant
- Joel Davidson - gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Pour BR Craven JV S.à r.l.

Joanne Fitzgerald

Gérante

Référence de publication: 2014194761/27.

(140217757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.